

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi sur le crédit des petits commerçants et artisans et sur les intérêts moratoires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis procède de la fusion en une proposition unique de divers textes soumis au Parlement lors de la précédente Législature — textes fournis par les initiatives parlementaires et les travaux de deux commission spéciales :

1° Proposition de MM. Henderickx et consorts relative au régime des prescriptions (3) et amendement de M. du Bus de Warnaffe (4);

2° Proposition de MM. Masson et consorts sur le crédit des petits commerçants et artisans (5 et 7);

3° Proposition de M. du Bus de Warnaffe relative aux créances des marchands et artisans (6 et 7);

4° Proposition de loi de MM. Janson et consorts modifiant et complétant l'article 1155 du Code civil (8);

5° Proposition de MM. Franck et consorts sur le crédit en faveur de la petite bourgeoisie commerciale et industrielle (9).

Le Gouvernement soumit au Conseil de législation, institué auprès du Dé-

(1) Projet de loi, n° 40.

(2) La Commission, présidée par M. Mabilie, était composée de MM. Destrée, du Bus de Warnaffe, Gillès de Pelichy, Henderickx, Mechelynck, Wauwermans.

(3) Proposition du 18 décembre 1906. *Doc., parl.* n° 58, session de 1906-1907.

(4) Session 1908-1909. *Doc. parl.*, n° 47.

(5) *Doc. parl.*, n° 181. Session 1908-1908.

(6) Proposition du 9 mars 1910. Session 1909-1910. *Doc. parl.*, n° 414.

(7) Rapport de la Commission spéciale du 19 janvier 1912. *Doc. parl.*, session 1911-1912, n° 59.

(8) Proposition du 23 février 1910. *Doc. parl.*, session 1909-1910, n° 95. Rapport de la Commission spéciale du 1^{er} février 1912. *Doc. parl.*, session 1911-1912, n° 78.

(9) Proposition du 19 juillet 1911. *Doc. parl.*, session 1910-1911. *Doc. parl.*, n° 261.

partement de la Justice le texte que lui-même avait élaboré sur ces éléments. Il présente aujourd'hui au Parlement, en même temps que l'exposé des motifs, le rapport qui résume les observations de ce Conseil à l'appui d'une rédaction nouvelle.

Votre Commission a cru utile d'éclairer ses propres délibérations par les délibérations des juristes qui composent le Conseil de législation.

A sa demande, M. le Ministre de la Justice a bien voulu communiquer les procès-verbaux des séances des 11 et 13 mars 1912, au cours desquelles le projet qui vous est soumis fut élaboré dans sa forme définitive.

*
* *

Le projet aborde deux ordres d'idées distincts :

1° Une proposition de loi réglementant, au regard des intérêts moratoires, le paiement des créances de certaines catégories de petits créanciers pour les travaux qu'ils exécutent ou les fournitures qu'ils livrent à des particuliers non marchands.

2° Une modification de droit civil à apporter à l'article 1133 du Code civil.

I.

DISPOSITIONS RELATIVES AU PAYEMENT DES CRÉANCES.

Ces dispositions, réclamées avec persistance par tous ceux que préoccupe le sort des commerçants et des artisans, tendent à remédier aux abus du crédit forcé — les plus criants de tous — et à la pratique déplorable des paiements à long terme.

Les créances des marchands et artisans qui ont pour objet la vente en détail des marchandises ou l'exécution de travaux seront désormais productives d'intérêts, sans que le vendeur doive recourir à des mesures qui, presque inévitablement, auraient pour conséquence de lui faire perdre sa clientèle.

Si la loi nouvelle atteint le but poursuivi, elle constituera une utile propagande en faveur du paiement comptant.

Le texte soumis par le Gouvernement fait courir les délais du jour de la remise d'une facture ou d'un relevé de livraison ou de fournitures, et par le fait de cette remise.

Il n'impose pas l'obligation d'un avertissement ou d'un rappel de la loi dans la facture ou le relevé de fournitures.

On doit pleinement approuver ce système de la déduction légale et absolue.

« Cette obligation de mention — qu'exigeaient les projets des honorables MM. du Bus de Warnaffe et Masson — mettrait les commerçants dans une situation réelle d'infériorité » — constatait le rapport déposé au sujet de leurs propositions. « Nombreux seraient ceux n'osant pas user de la loi si cet usage avait nécessité un acte positif pour en réclamer le bénéfice. Il ne serait guère changé à la situation actuelle où les fournisseurs peuvent — et la Commission a eu sous les yeux des factures portant cette mention — insérer que le défaut de paiement entraînera bonification à leur profit

d'intérêts, qui sont, en tel cas, réclamés à titre conventionnel. La loi nouvelle n'aurait d'autre portée que de faire disparaître toute controverse sur ce point : la réception, non suivie de protestation, d'une facture contenant ces mentions, doit être considérée comme preuve d'accord sur cette clause. »

On doit, de même, approuver l'énumération, complétée, de ceux qui sont appelés à bénéficier de cette disposition.

La loi ne s'appliquera pas à toutes les créances que les courtes prescriptions peuvent atteindre.

Si elle ne comprend pas les ouvriers et les employés, qui sont d'autant plus dignes de sollicitude qu'ils doivent, au moyen de leurs salaires et traitements, subvenir entièrement aux charges de l'existence, la raison n'en peut être, d'une part, que la loi du 16 août 1887, et, d'autre part, un engagement implicite de régler à bref délai le statut des employés par une loi, réclamée unanimement, sur le contrat d'emploi.

En ce qui concerne les domestiques et ouvriers nourris et logés chez leurs patrons, le délai court à partir du huitième jour qui suit l'exigibilité : Une discussion sur la durée du délai n'offrirait guère d'importance pratique, à raison de la faible différence dans le montant de la dette qu'entraînerait l'augmentation ou la diminution de ce délai.

Ce court délai se justifie d'ailleurs par la considération que ces créances, particulièrement intéressantes, n'ont, pas plus que celles des fournisseurs et des artisans, besoin d'être déclarées exigibles dans le terme d'un mois ou dans un terme quelconque. Strictement, et à défaut de disposition contraire, elles le sont, en effet, exigibles immédiatement, du fait des services, de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

On pourrait, en déterminant une date plus éloignée, à partir de laquelle le retard serait déclaré dommageable, amener certains débiteurs à penser qu'ils auraient le droit d'ajourner le paiement. En principe, celui-ci doit se faire le jour même, s'il n'a pas été stipulé autrement qu'au comptant.

Le délai de huit jours est admis pour éviter des contestations en cas de retard peu important.

La loi déclare également ne s'appliquer qu'aux marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands.

* * *

A défaut de disposition expresse, ce serait à la jurisprudence qu'il appartiendrait de décider, par application des textes du Code civil, quels sont les fournisseurs qu'il faut comprendre dans le terme « marchands et artisans ». Les traiteurs paraissent rentrer sous cette rubrique, mais il ne pourrait être admis sans réserve que les pharmaciens, par la raison qu'ils figurent rangés dans l'article 2272 du Code civil, comme soumis à la prescription annale, — à côté d'ailleurs des médecins, chirurgiens et huissiers — doivent être considérés comme des « marchands » : Le caractère commercial de la profession n'existe que si le pharmacien se livre à la vente de spécia-

lités, d'accessoires, de bandages, etc. (Voir article 2 de la loi sur les conseils de prud'hommes et discussions à la Chambre, séance du 9 décembre 1908. *Annales*, pp. 222 et suiv.)

Il résulte de l'examen des procès-verbaux du Conseil de législation que celui-ci estimait devoir étendre les dispositions qui nous occupent à cette catégorie de fournisseurs. Si cet avis était partagé, il serait nécessaire d'en faire mention par un texte formel.

*
* * *

Le projet de loi stipule que les intérêts commencent à courir de plein droit, du jour de la remise d'une facture, ou d'un relevé de livraison ou de fournitures.

Deux systèmes se trouvent en présence : celui de l'intérêt courant de plein droit sans avertissement, du *dies interpellat pro homine* et celui de l'avertissement nécessaire.

Le premier est formellement répudié par le Code, qui a voulu défendre le débiteur, souvent trop peu instruit, trop souvent négligent ou irréfléchi, contre les rigueurs des créanciers; il ne peut souvent prévoir les conséquences désastreuses résultant de l'accumulation des intérêts.

Le second système est celui de l'avertissement nécessaire : « La stipulation d'intérêt n'agit pas de plein droit. Il faut que le créancier manifeste formellement l'intention de bénéficier des dispositions légales. »

Ce second système est celui qui avait rallié l'approbation de la précédente Commission. C'est celui du projet. Il y est apporté une première dérogation en ce qui concerne les créances des domestiques et gens de travail. Cette dérogation peut être admise : les intérêts peuvent être considérés dus et exigibles *de plein droit*, parce qu'à raison des relations constantes entre maîtres et domestiques ou gens de travail, on peut présumer que le débiteur est mis en demeure dès le jour de l'exigibilité de la créance.

L'avertissement nécessaire se produit, dans le système du Gouvernement, par l'envoi de la facture ou — nous examinerons ci-après ce second mode « d'interpellation » — par la remise d'un relevé.

Le payement d'intérêts est dû « après quatre-vingt-dix jours. »

La Commission a estimé qu'il y avait lieu, dans la matière spéciale qui lui est soumise, de combiner les deux systèmes.

La loi qui est soumise à vos délibérations n'a pas le caractère exclusif d'une loi de droit civil. Elle poursuit un but social : remédier aux abus dont souffre une catégorie spéciale de personnes.

*
* * *

Dans le système du Gouvernement, le relevé de livraison ou de fournitures a la même valeur que la remise d'une facture ou d'un relevé de compte, comme point de départ de la déduction des intérêts.

La Commission ne peut approuver cette assimilation et trouver dans le relevé de compte l'« interpellation » de nature à éclairer le débiteur : D'après l'article 4 du projet, le relevé coïnciderait avec le fait de la livraison ou de la fourniture : ce serait une application du principe repoussé de l'intérêt courant de plein droit, sans réclamation de la dette, sans manifestation utile et certaine de la volonté de recevoir le prix immédiatement.

Quels paraissent avoir été les motifs qui ont inspiré cette formule ?

Les auteurs d'un avant-projet soumis au Conseil de législation préconisaient l'obligation à imposer aux fournisseurs « de tenir et de faire présenter au débiteur un carnet de réception, qui, mieux que l'envoi toujours unilatéral d'une facture, permet d'éviter toute discussion sur la date de l'échéance. » Le modèle de carnet devait comporter un « talon qui, détaché au moment de la livraison ou de la fourniture, devait être remis au débiteur, et une colonne où serait accusée par la signature du débiteur ou de son préposé, la remise de ce talon. »

La proposition ajoutait : « la loi doit rendre la tenue du carnet obligatoire pour qu'aucun fournisseur ne puisse, en le présentant, se trouver dans une fausse situation vis-à-vis de son client, et également pour qu'aucun fournisseur ne puisse, en s'abstenant de le tenir, se créer une situation privilégiée vis-à-vis de ceux que cette formalité ne contenterait pas. »

La proposition était certes intéressante et de nature à faciliter le recouvrement des créances et à fournir au petit commerçant, en même temps qu'une reconnaissance de dette, un titre de crédit.

Mais le Conseil a repoussé le système du carnet obligatoire.

Il a au cours de ces débats reconnu que : « si l'emploi de carnets de fournitures existe dans certains commerces, s'il peut être admis dans certains autres, il n'existe pas dans d'autres..., qu'il serait dangereux d'imposer à toutes les maisons, notamment à celles qui n'ont pas pour habitude d'envoyer à leurs clients des factures sous pli fermé, l'obligation de leur remettre, au moment de la livraison, un carnet à signer qui révélera aux domestiques la connaissance de toutes les fournitures, les conditions auxquelles elles sont faites, facilitera à des commerçants le moyen de connaître les clients de leurs concurrents, sans compter tous les abus auxquels le carnet peut donner lieu, du fait de l'admission de la signature des préposés impliquant reconnaissance de livraison »

Existe-t-il donc des raisons suffisantes de laisser subsister, pour l'unique motif de pousser à l'organisation du carnet de fourniture, à titre de « pratique à encourager » les effets que le projet accorde non plus même à un carnet, régulièrement tenu, et à la remise d'un talon, — ou d'un volant — mais même à un simple relevé constaté sur ce carnet.

Un relevé de livraison ou de fournitures n'implique pas nécessairement que celui qui a reçu ces fournitures et qui en a délivré accusé de réception sur un carnet ou une cédule est d'accord sur leur prix, et les conditions de la vente. : On a exposé au Conseil de législation les motifs qui rendraient souvent impossible la remise de ces relevés, lorsqu'ils contiendraient la seule indication pertinente au point de vue qui nous occupe : le prix.

Ajoutons encore que, le plus souvent le débiteur n'aurait pas connaissance du relevé, puisque le fournisseur conserverait ce carnet ou cette cédule, dont il n'existera pas de duplicata, et qu'un préposé ou serviteur aura paraphé en l'absence du débiteur.

La Commission estime qu'il n'y a lieu d'accorder valeur d'« interpellation » qu'à la seule remise de la facture ou du relevé de compte.

* * *

La remise de la facture ou du relevé de compte va donc produire un effet particulièrement utile. Il appartiendra au fournisseur de rendre, par l'accomplissement d'une formalité aisée, sa créance productive d'intérêts, d'imposer une pénalité aux débiteurs négligeants.

Il est à souhaiter que l'envoi immédiat de la facture entre de plus en plus dans les mœurs commerciales et devienne l'usage. Cet usage empêchera les acheteurs d'y découvrir une marque d'importunité ou une mesure de défiance. Songe-t-on à s'insurger contre la pratique des « grands magasins, des bazars, qui ne vendent qu'au « strict comptant » et dont la prospérité repose pour la plus grande part sur cette pratique ?

L'envoi régulier des factures diminue les contestations relatives aux prix et aux échéances. Il rendra possible une opération bancaire vivement souhaitée par le commerce de détail, et dont la réalisation paraît indispensable pour faciliter le crédit qu'il réclame : l'escompte des factures.

Les organismes de crédit pourront considérer les factures comme des valeurs garantissant des avances. Déjà dans certaines villes les commerçants ont obtenu que des banques opèrent l'encaissement des factures, et consentent des remises à valoir sur les bordereaux de remise. Cette pratique a fourni d'excellents résultats — notamment en ce qui concerne la régularité des règlements : des débiteurs n'ont point sollicité de tiers des délais qu'ils auraient réclamés au vendeur lui-même, et que celui-ci avait sans doute été dans l'impossibilité de leur refuser.

L'on peut penser que la disposition de l'article 2, amendé, si elle venait à être complétée par une disposition nouvelle, complémentaire de l'article 509 du Code pénal, en frappant de peines ceux qui mettraient en recouvrement des factures de marchandises qu'ils savent non exigibles, serait de nature à faciliter grandement le problème dont le Parlement se trouve saisi, notamment par la proposition de MM. Dallemagne et consorts.

* * *

Mais n'est-il pas à craindre que cette réforme n'entre pas immédiatement dans nos mœurs commerciales ?

D'autre part, la loi ne restera-t-elle pas bien souvent lettre morte lorsque le commerçant — auquel toutes les voies de droit sont réservées pour prouver l'envoi de la facture — devra recourir à une preuve testimoniale, à défaut de la lettre recommandée, qu'il aura considérée comme un moyen encore trop brutal ?

La Commission a pensé qu'on pouvait, après certains délais, considérer la dette comme productive d'intérêts, sans mise en demeure et partant sans devoir justifier de l'envoi de la facture : la disposition qu'elle propose fait disparaître — on le voit — toutes les difficultés qui peuvent résulter de l'obligation de preuve de l'envoi de la facture.

Ce système n'est qu'une application nouvelle de ce qui a été admis en faveur des ouvriers et des domestiques.

Le point de départ des intérêts résultera du fait de la livraison : on remarquera que le Conseil de législation admettait en réalité le fait de la livraison comme une mise en demeure de payer le prix, puisqu'il faisait courir le délai de débit des intérêts de la constatation de cette livraison.

C'est pourquoi la Commission propose que — en tous cas — les créances visées à l'article 2 porteront intérêt, *de plein droit*, à la fin du deuxième mois qui suivra l'expiration de l'année civile dans laquelle la fourniture aura été faite.

Donc : l'envoi de la facture aura l'avantage de faire courir les intérêts soixante jours après la livraison. Ce sera la prime des commerçants diligents. En nulle hypothèse, aucune créance ne pourra demeurer improdutive d'intérêts au delà du quatorzième mois à compter de la livraison.

Que l'on ne s'émeuve pas plus que de raison, à la pensée de la dangereuse situation qui serait créée au débiteur par des intérêts dus de plein droit — de ce que les intérêts lui sont réclamés à défaut d'envoi préalable d'une facture. Cette réclamation n'aura lieu que si un temps relativement long s'est écoulé depuis la livraison, et il serait bien invraisemblable que le vendeur songeât à les réclamer sans avoir jamais fait aucune tentative de recouvrement. D'autre part, le principe n'est-il pas que le paiement doit — sauf stipulation contraire — être présumé immédiatement exigible. L'acheteur connaît la dette, profite du prix? N'est-il pas quelque peu en faute s'il ne pense pas à régler sa dette?

*
* *

La Commission a estimé que l'on pouvait réduire le délai de quatre-vingt-dix jours à deux mois et que — en ce qui concerne la rédaction — le délai serait mieux exprimé par le terme « mois ». Il convient de le calculer, non par jours, mais de jour en jour, par mois de calendrier, et non par trente jours.

*
* *

Le Conseil de législation a invoqué à l'appui de sa proposition de maintenir la durée actuelle de la prescription, établie par les articles 2271, et 2272 la considération qu'il importe « d'assurer par l'intérêt juridique du petit fournisseur son intérêt matériel d'être payé rapidement. »

Il a condamné le principe de la proposition de M. Henderickx (1) : Le créancier que ne menace point la prescription est moins diligent, dit-il pour motiver cette condamnation.

(1) Rapport de la Commission de 1912.

« Il faut que, par la menace de la prescription, le petit fournisseur soit poussé à réclamer promptement son dû. »

Sans méconnaître la valeur de cette considération, il y a lieu de signaler que celle-ci perd de sa force aussitôt que — pour exciter le créancier à agir — on a substitué à la crainte de voir la créance compromise par la prescription, le profit à résulter d'une réclamation rapide par l'attribution des intérêts légaux. Les honorables M. du Bus de Warnaffe d'abord, MM. Masson et consorts ensuite, l'avaient bien compris lorsqu'ils ont déposé leurs propositions relatives à la productivité des intérêts, corrigeant ainsi la conséquence critiquable de la proposition de M. Henderickx.

Cette pénalité est injustifiée vis-à-vis de ceux qui ont envoyé une facture, qui ont manifesté leur intention d'obtenir paiement, qui ont fait preuve de diligence.

Le débiteur est averti. Le défaut d'avertissement était l'un des motifs qui ont fait admettre la prescription. Il disparaît.

Aux termes des dispositions proposées, les créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands, porteront intérêt moyennant la remise d'une facture : celle-ci aura la valeur qui était attribuée autrefois à une demande en justice. Et cependant elle n'aurait pas pour effet d'arrêter la prescription ! A défaut d'une reconnaissance par écrit, émanant du débiteur, il n'existe pas d'arrêté de compte dans le sens de l'article 2274 du Code civil (Cass. fr., 7 mai 1906. P. fr., 1906, I. 515 et note).

Les auteurs de la proposition relative au carnet obligatoire, reconnaissent d'ailleurs que « la signature du débiteur ou de son mandataire sur le carnet de relevé de fournitures devait donner à la pièce, ainsi signée, le caractère d'une cédula interrompant, en vertu de l'article 2274 du Code civil, la prescription annale pour y substituer la prescription trentenaire. »

Et l'on saisit sur le vif la contradiction du système opposé : une facture envoyée moins de trois mois avant la fin de l'année de la livraison rendrait des intérêts exigibles au moment où le débiteur pourrait invoquer la prescription.

Si l'envoi d'une facture fait courir les intérêts — ce qui réclamait antérieurement une demande en justice (C. C., 1153) — il semble que cet envoi doit avoir cette autre conséquence, qu'avait la même demande, d'interrompre la prescription (C. C., 2274).

Mais ici encore le fournisseur se trouverait placé en présence des mêmes inconvénients de preuve. D'autre part, nous avons proposé, en nous basant sur cette considération, que les créances portent intérêt, de plein droit, deux mois après l'expiration de l'année de la livraison. Pour être logiques nous devons prolonger la description, qu'il y ait ou non envoi prouvé de facture. Sinon l'on pourrait invoquer la prescription avant la date à laquelle la clause proposée pourrait exercer ses effets.

Il a paru convenable d'insérer ici le texte proposé par la Section centrale, qui a examiné le projet de loi de MM. Henderickx et consorts — et la Commission s'en rapporte, pour le surplus, aux raisons que faisait valoir le rapport du 15 mars 1907.

II.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 1153 DU CODE CIVIL.

La seconde partie du projet de loi a pour objet une modification de droit civil, à apporter à l'article 1153 du Code civil.

L'initiative première de cette modification revient à MM. Janson, Meche-lynek et Lemonnier.

Elle substitue à — pour faire courir les intérêts moratoires — la sommation notifiée à la citation en justice.

Elle supprime, pour les cas de dol constaté, la dérogation que l'article 1153 du Code civil apporte au droit commun, en limitant les dommages-intérêts au chiffre des intérêts légaux.

La Commission spéciale, chargée de l'examen de la proposition de loi de MM. Janson et consorts, avait déjà formulé un avis favorable à cette modification. Le rapport de l'honorable M. Mabile en fournit la justification dans des termes aussi clairs que probants.

En ce qui concerne la première modification — *substitution de la sommation à la demande en justice* — la Commission renouvelle ici ce qu'exprimait en 1912 le rapport de l'honorable M. Mabile :

« Votre commission estime que cette modification doit être adoptée. La dérogation que l'article 1153 apporte, sur ce point, au droit commun, ne trouve aucune justification sérieuse. On a dit que la demande en justice manifestait, plus énergiquement, la volonté du créancier d'exiger l'exécution stricte et ponctuelle de l'obligation. Mais cette volonté n'apparaît-elle pas suffisamment par une sommation, c'est-à-dire par l'acte d'un officier ministériel? Et pourquoi imposer au créancier, qui s'en effraiera peut-être, la nécessité d'entamer un procès? »

D'ailleurs, pourquoi se montrer plus rigoureux dans l'exécution des obligations de sommes d'argent que dans celle de toutes autres obligations.

Les auteurs du Code civil ont, du reste, énérvé la force du principe qu'ils établissaient, par les nombreuses exceptions qu'ils y ont apportées. Dans certains cas, la *simple sommation* suffit pour faire courir les intérêts moratoires (art. 474, al. 2; 1652, al. 4, 1); d'autres fois, ces intérêts courent de plein droit sans même qu'une sommation soit requise (art. 455, 456, 474, al. 2; 856, 1440, 1548, 1473, 1570, 1652, al. 3; 1846, 1896, 2001). »

En ce qui concerne la seconde modification — *allocation de dommages-intérêts dépassant les intérêts légaux*.

La disposition nouvelle propose d'autoriser le juge à tenir compte des résistances calculées du débiteur dans l'exécution de la convention et qui révèlent sa mauvaise foi : l'article 1153 modifié du Code civil se trouverait ainsi en rapport avec celui de l'article 1151. Ainsi que l'appréciait le rapport cité plus haut, cette disposition assurera « une satisfaction désirable aux créanciers

de sommes parfois considérables, qui ont compté sur l'accomplissement ponctuel des engagements pris vis-à-vis d'eux, et qui subissent, par le fait d'un débiteur malintentionné, un préjudice qui est une suite directe et immédiate de l'inexécution.

Le projet de loi consacre la distinction que préconisait le rapport de l'honorable M. Mabilie entre le dommage dérivant du dol et celui résultant de la simple négligence.

La comparaison des deux textes amène à donner la préférence à celui qui est actuellement présenté :

Il modifie le premier paragraphe de l'article 1153 en soustrayant à la disposition qu'il consacre non seulement les obligations régies par les règles particulières au commerce et au cautionnement, mais toutes « les exceptions établies par la loi ».

La formule est tout à la fois plus simple et plus générale. « Il va de soi que des dispositions spéciales dérogent aux règles générales. D'autre part, des règles particulières existent non seulement en matière commerciale et relativement au cautionnement, mais aussi en matière de société. (Code civ., art. 1846.) » Pour le surplus, le dernier paragraphe de l'article 6 : « s'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux », exprime, sous une forme plus concise, cette disposition : « que s'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux est insuffisante pour réparer le préjudice résultant du retard, les juges pourront, en cas de dol du débiteur, allouer des dommages et intérêts dépassant les intérêts légaux ».

Les intérêts moratoires resteront toujours dus, sans que le créancier doive justifier d'aucun préjudice. Mais si ce créancier prouve le dol et du préjudice plus considérable résultant du retard douloureux, il pourra obtenir en outre des dommages-intérêts à fixer conformément aux articles 1150 et 1151 du Code civil.

Le créancier aura à prouver non que le débiteur ne paie pas, parce qu'il ne sait pas payer, mais parce qu'il ne veut pas payer.

*
* *

La Commission insiste pour que le projet ainsi amendé soit l'objet de la prompte délibération du Parlement.

Le Rapporteur,
WAUWERMANS.

Le Président,
LÉON MABILIE.

(11)

Projet de loi
et
Texte proposé par la Commission.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Portent intérêt de plein droit à partir du huitième jour qui suit celui de l'exigibilité, les salaires des domestiques et des ouvriers nourris et logés chez leurs patrons.

ART. 2.

Portent intérêt de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de la remise d'une facture ou d'un relevé de livraison ou de fournitures, les créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands.

Si la vente ou la fourniture sont faites sous condition ou si un terme de paiement a été expressément stipulé, les intérêts courent de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de l'accomplissement de la condition ou l'échéance du terme.

ART. 3.

Toute renonciation anticipée aux intérêts fixés par les articles précédents est nulle.

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van den achtsten dag na dien waarop het invorderbaar is, brengt het loon der dienstboden en der arbeiders, die in den kost zijn en inwonen bij hunne werkgevers, van rechtswege interest op.

ART. 2.

Met ingang van den negentigsten dag na dien der afgifte van eene rekening of van een staat van levering of van geleverde benodigdheden, brengen van rechtswege interest op de schuldvorderingen der kooplieden en ambachtslieden ter oorzake van waren verkocht aan of van werken uitgevoerd voor bijzonderen, die geene kooplieden zijn.

Indien de verkoop of de levering onder voorwaarde geschiedt of wanneer een betaaltermijn uitdrukkelijk werd bepaald, loopt de interest van rechtswege met ingang van den negentigsten dag na dien waarop de voorwaarde vervuld of de betaaltermijn vervallen was.

ART. 3.

Elke voorafbedongen afstand van de bij de voorgaande artikelen bepaalde interesten is nietig.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

ART. 2.

Portent intérêt à l'expiration du deuxième mois à compter du jour de la remise d'une facture ou d'un relevé de compte, les créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands.

Bij het eindigen der tweede maand, te rekenen van den dag der afgifte van eene verkoopsrekening of van een uittreksel van rekening, brengen de schuldvorderingen, die de kooplieden en ambachtslieden hebben ter oorzake van waren verkocht aan of van werken uitgevoerd voor bijzonderen, die geen kooplieden zijn, van rechtswege interest op.

En tous cas, ces créances porteront intérêt de plein droit à la fin du deuxième mois qui suivra l'expiration du deuxième mois de l'année civile dans le cours de laquelle les marchandises ont été vendues ou les travaux fournis.

In elk geval, brengen die schuldvorderingen van rechtswege interest op bij het einde van de tweede maand volgende op de tweede maand van het burgerlijk jaar binnen hetwelk de koopwaren werden verkocht of de werken uitgevoerd.

Toutefois si un terme de paiement a été expressement stipulé, les intérêts ne pourront courir qu'à partir de l'échéance du terme.

Werd echter een betaaltermijn uitdrukkelijk bepaald, dan mag de interest slechts loopen te rekenen van het vervallen van den betaaltermijn.

ART. 3.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste, et la date de la remise du relevé de la livraison ou de fourniture par la mention qui en est faite sur un carnet ou sur une cédule, en regard de la signature ou du paraphe du débiteur ou de son préposé.

ART. 5.

L'article 1153 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« *Article 1153.* — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans les intérêts légaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans

Wetsontwerp.

ART. 4.

Onverminderd de andere middelen van bewijs die de wet toelaat, wordt de dag van afgifte der rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief, en de dag van afgifte van den staat van levering of van geleverde benodigdheden door de vermelding daarvan op een boekje of op eene cedel, nevens het handteeken of de naamletters van den schuldenaar of van dezès aangestelde.

ART. 5.

Artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

« *Artikel 1153.* — In de verbintenissen, welke zich bepalen tot betaling van eene zekere som, bestaan de schade en interesten, uit de vertraging van uitvoering voortvloeiende, nooit in iets anders dan de wettelijke interesten, behoudens de uitzonderingen bij de wet gesteld.

Deze schade en interesten zijn verschuldigd zonder dat de schuldeischer is gehouden te bewijzen dat hij eenig verlies heeft geleden.

Ze zijn verschuldigd te rekenen van den dag der aanmaning om te

Texte proposé par la Commission.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture ou du relevé de compte s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste.

ART. 5 (nouveau).

L'action en payement des créances reprises à l'article 2, se prescrit par un an à dater de l'expiration de l'année civile dans le cours de laquelle la fourniture a eu lieu.

ART. 6.

(Texte comme ci-contre à l'article 5).

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Onverminderd de andere midelen van bewijs, die de wet toelaat, wordt de datum der afgifte van de verkoopsrekening of van het uittreksel van rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief.

ART. 5 (nieuw).

De eisch tot betaling van deschuldvorderingen, bedoeld in artikel 2, verjaart door verloop van een jaar te rekenen van het burgerlijk jaar binnen hetwelk de levering is geschied.

ART. 6.

(Tekst zooals hiernevens in artikel 6).

Projet de loi.

le cas où la loi les fait courir de plein droit.

S'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux.

ART. 6.

Le mot « sommation » est substitué au mot « demande » dans les articles 1154 et 1155 du Code civil et aux mots « demande en justice » dans l'article 1904 du même Code.

Wetsontwerp.

betalen, behalve in het geval dat de wet ze van rechtswege doet loopen.

Is er bedrog van de zijde des schuldenaars, dan kunnen de schade en interesten de wettelijke interesten te boven gaan.

ART. 6.

Het woord « aanmaning » wordt gesteld in de plaats van het woord « eisch » in de artikelen 1154 en 1155 van het Burgerlijk Wetboek en van het woord « rechtsvordering » in artikel 1904 van hetzelfde Wetboek.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 7.

(Texte comme ci-contre à l'article 6).

ART. 7.

(Tekst zoals hiernevens, in artikel 6).

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 DECEMBER 1912.

Ontwerp van wet op het krediet der kleinhandelaars en ambachtslieden en op de interesten wegens vertraagde betaling (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegd ontwerp van wet is ontstaan uit de samensmelting, tot een enkel voorstel, van verschillende teksten, bij het vorige Parlement ingediend, welke teksten uitgingen van leden der Kamer en werden behandeld door twee bijzondere commissiën :

1° Voorstel van de heeren Henderickx c. s. betreffende de regeling van de verjaring (3) en amendement van den heer du Bus de Warnaffe (4);

2° Voorstel van de heeren Masson c. s. op het krediet van kleinhandelaars en ambachtslieden (5 en 7);

3° Voorstel van den heer du Bus de Warnaffe betreffende de schuldvoorderingen van koop- en ambachtslieden (6 en 7);

4° Wetsvoorstel van de heeren Janson c. s. tot wijziging en aanvulling van artikel 1453 van het Burgerlijk Wetboek (8);

5° Wetsvoorstel van den heer Franck c. s. betreffende het krediet ten bate van den Middenstand in handel en nijverheid (9).

De Regeering belastte den Raad van Wetgeving, bij het Ministerie van Justitie ingesteld, met het onderzoek van den tekst, door haar zelve opge-

(1) Wetsontwerp, n^o 10.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mabille, bestond uit de heeren Destrée, du Bus de Warnaffe, Gillès de Pelichy, Henderickx, Mechelynck, Wauwermans.

(3) Wetsvoorstel van 18 December 1906. *Stukk. K.*, n^o 38, zittingsjaar 1906-1907.

(4) Zittingsjaar 1908-1909. *Stukk. K.*, n^o 17.

(5) Zittingsjaar 1908-1909. *Stukk. K.*, n^o 181.

(6) Voorstel van 9 Maart 1910. Zittingsjaar 1909-1910. *Stukk. K.*, n^o 111.

(7) Verslag van de Bijzondere Commissie, 19 Januari 1912. *Stukk. K.*, zittingsjaar 1911-1912, n^o 59.

(8) Voorstel van 25 Februari 1910. *Stukk. K.*, zittingsjaar 1909-1910, n^o 93. Verslag van de Bijzondere Commissie, 1 Februari 1912. *Stukk. K.*, zittingsjaar 1911-1912, n^o 78.

(9) Wetsvoorstel van 19 Juli 1911. *Kamerstukken*. Zittingsjaar, 1910-1911, n^{os} 251.

maakt naar die gegevens. Thans onderwerpt zij aan het Parlement, met de Memorie van Toelichting, het verslag waarin aanmerkingen van gemelden Raad tot staving van een nieuwen tekst beknopt samengevat zijn.

Om met beter gevolg te kunnen beraadslagen, achtte uwe Commissie het nuttig, inzage te nemen van de beraadslagingen der rechtsgeleerden waaruit de Raad van Wetgeving is samengesteld

Op hare aanvraag, was de Minister van Justitie zoo welwillend haar de processen-verbaal van de vergaderingen van 11 en 15 Maart 1912, waar het u voorgelegd ontwerp voorgoed werd bewerkt, mede te deelen.

*
* *
*

Het ontwerp beoogt tweeërlei zaken :

1^o Een wetsvoorstel tot regeling, met het oog op de interessen wegens vertraagde betaling, van de betaling der schuldvorderingen die sommige klassen van kleine schuldeischers hebben wegens door hen uitgevoerde werken of leveringen gedaan aan personen die geen handel drijven ;

2^o Eene wijziging in het burgerlijk recht, te brengen in artikel 1453 van het Burgerlijk Wetboek.

I.

BEPALINGEN BETREFFENDE DE BETALING VAN SCHULDVORDERINGEN.

Deze bepalingen, met aandrang gevraagd door al wie bezorgd is om het lot van koop- en ambachtslieden, strekken tot het verhelpen van de misbruiken van het gedwongen krediet — onder al de misbruiken zijn ze de meest schreeuwende —, alsmede van de jammerlijk gewoonte, slechts op langen termijn te betalen.

De schuldvorderingen die de koop- en ambachtslieden hebben, wegens het verkopen van waren in 't klein of het uitvoeren van werken, zullen voortaan interest opbrengen, zonder dat de verkooper maatregelen behoeft te nemen, welke, tot bijna onvermijdelijk gevolg zouden hebben hem zijne klanten te onttrekken.

Bereikt de nieuwe wet het beoogde doel, dan zal zij gelden als eene vruchtbare propagande ten bate van de betaling met gereed geld.

Volgens den tekst van de Regeering, neemt het tijdsverloop een aanvang den dag waarop eene factuur, een uittreksel van rekening of eene opgave van leveringen wordt overhandigd, alleen uit hoofde van deze overhandiging.

Hij verplicht noch tot waarschuwing, noch tot herinnering aan de wet op de factuur of op de opgave van leveringen.

Dit stelsel van wettelijken en volstrekten interest dient volkomen goed-gekeurd te worden.

In het verslag over de voorstellen van de achtbare heeren du Bus de Warnaffe en Masson werd gezegd :

« De verplichting melding te doen, door de ontwerpen der heeren du Bus

de Warnaffe en Masson geëischt, zou de handelaars in een bepaald ondergeschikten toestand brengen, zooals wordt vastgesteld in de verslagen over hunne voorstellen. Velen onder hen zouden van de wet geen gebruik durven maken, indien dit gebruik eene werkelijke daad vergde om het voordeel der wet te kunnen inroepen. Er zou weinig of niets veranderd zijn in den huidige toestand waarbij de leveranciers het recht hebben — zooals de Commissie met eigen oogen op facturen kon zien — te vermelden dat het niet betalen tot gevolg zal hebben, hun recht te geven op interesten die, in dat geval, zullen geëischt worden als bepaald bij overeenkomst. De nieuwe wet zou geen anderen uitslag hebben dan elke betwisting te doen verdwijnen over dit punt : het ontvangen — zonder verzet — van eene factuur met soortgelijke vermelding, moet beschouwd worden als bewijs van akkoord betreffende die bepaling. »

Evenzoo behoeft men zich te vereenigen met de aangevulde opsomming van hen die uit gezegde bepaling voordeel zullen trekken.

De wet is niet van toepassing op al de schuldvorderingen die door de korte verjaringen kunnen getroffen worden.

Strekt zij zich niet uit tot werklieden en bedienden, die te meer behoeven gesteund te worden daar zij slechts over hun loon en jaarwedde beschikken om te voorzien in al de lasten van het leven, dan kan dit enkel verklaard worden, eenerzijds, door de wet van 16 Augustus 1887 en, anderzijds, door eene stilzwijgende verbintenis, het statuut der bedienden binnenkort te regelen door eene algemeen aangevraagde wet op de bedieningsovereenkomst.

Voor dienstboden en werklieden, die kost en inwoning hebben bij hunne meesters, neemt het tijdsverloop een aanvang op den achtsten dag nadat de schuldvordering invorderbaar is. Een redetwist over den duur van het tijdsverloop zou weinig of geen practisch nut opleveren, gezien het gering verschil in het bedrag van de schuld, dat zou volgen uit de verlenging of de verkorting van dit tijdsverloop.

Deze korte termijn wordt overigens gebillijkt door de overweging, dat deze inzonderheid belangwekkende schuldvorderingen, evenmin als die van leveranciers en ambachtslieden, behooren invorderbaar te worden verklaard binnen den tijd van eene maand of binnen welken termijn ook. Streng genomen en bij gebrek aan tegenstrijdig beding, zijn zij inderdaad onmiddellijk invorderbaar, wegens dienstverrichtingen, levering van waren of uitgevoerde werken.

Door het bepalen van een meer verwijderden datum, te rekenen waarvan de vertraging voor schadelijk zou worden gehouden, zouden sommige schuldenaars in de meening kunnen verkeeren dat zij het recht hebben tot het uitstellen van de betaling : in beginsel behoort deze te geschieden op den dag zelf, zoo zij niet anders dan comptant is bedongen.

Het tijdsverloop van acht dagen wordt bepaald om geschillen te vermijden in geval van geringe vertraging.

In de wet wordt insgelijks gezegd, dat zij enkel van toepassing is op koop-

en ambachtslieden wegens verkochte goederen of werk geleverd aan niet handeldrijvende personen.

* * *

Bestaat er geen uitdrukkelijke bepaling, dan zouden de rechtbanken moeten beslissen, met toepassing van de teksten van het Burgerlijk Wetboek, welke leveranciers behooren te worden opgenomen onder de « koop- en ambachtslieden ». Tafelhouders schijnen tot dit slag te behooren, doch niet zonder voorbehoud kan worden aangenomen dat apothekers — om de eenvoudige reden dat artikel 2272 van het Burgerlijk Wetboek ze vermeldt naast geneesheeren, heelmeesters en deurwaarders en bepaalt dat voor hunne schuldvorderingen geldt de verjaring na verloop van een jaar — moeten beschouwd worden als « kooplieden ». Een apotheker is dan alleen handelaar, wanneer hij specialiteiten, toebehoorten, breukbanden enz. verkoopt (zie artikel 2 der wet op de Werkrechtersraden en debat ter Kamer, vergadering van 9 December 1908. *Handelingen*, blz. 222 en volgg.).

Uit de processen-verbaal van den Raad van Wetgeving blijkt, dat deze het noodig achtte de bepalingen, waarvan wij thans spreken, uit te strekken tot die klasse van leveranciers. Moest men zich vereenigen met die meening, dan zou het noodig zijn, dit te vermelden door een uitdrukkelijken tekst.

* * *

In het Wetsontwerp wordt bepaald, dat de interesten van rechtswege loopen te rekenen van den dag waarop eene factuur of eene opgave van leveringen werd overhandigd.

Men staat tegenover twee stelsels : dit waarbij de interest van rechtswege zonder waarschuwing loopt, van af den *dies interpellat pro homine* en dit van de vereischte waarschuwing.

Het eerste stelsel wordt uitdrukkelijk afgewezen door het Wetboek, hetwelk beoogde den vaak weinig ingelichten, vaak te nalatigen of onbedachten schuldenaar te beschermen tegen strenge schuldeischers; vaak kan hij niet voorzien welke schadelijke gevolgen de samenvoeging der interesten na zich kan slepen.

Het tweede stelsel bestaat in de noodzakelijke waarschuwing : « Het beding van interest werkt niet van rechtswege. De schuldeischer behoort uitdrukkelijk blijk te geven van zijn inzicht om het voordeel van de wetsbepalingen te genieten ».

Aan dit tweede stelsel gaf de vorige Commissie de voorkeur. Het is in het ontwerp opgenomen. Daarvan wordt afgeweken, in de eerste plaats, wat aangaat de schuldvorderingen die de dienstboden en arbeiders hebben. Deze afwijking kan aangenomen worden : de interesten kunnen beschouwd worden als verschuldigd en invorderbaar, van *rechtswege*, omdat men, uit hoofde van de voortdurende betrekkingen tusschen werkgevers en dienstboden of arbeiders, vermoeden mag dat de schuldenaar reeds in mora werd gesteld den dag waarop de schuldvordering invorderbaar is.

De vereischte waarschuwing blijkt, in het stelsel van de Regeering, uit het inzenden van de factuur of — deze tweede wijze van waarschuwing

behandelen wij verder — uit het afgeven van een uittreksel van rekening. Interesten moeten betaald worden « na negentig dagen ».

* * *

De Commissie was van oordeel dat, in de bijzondere zaak, welke haar onderworpen is, de twee stelsels dienen samengevoegd te worden.

De wet, waarover gij moet beraadslagen, geldt niet uitsluitend als eene burgerrechtelijke wet. Zij beoogt een sociaal doel : de misbruiken te keer te gaan, die ten nadeele van eene bijzondere klasse van personen worden gepleegd.

* * *

Volgens het stelsel van de Regeering heeft, tot bepaling van den dag te rekenen waarvan de interesten zijn verschuldigd, de staat van levering of van geleverde benodigdheden dezelfde waarde als de afgifte van eene factuur of van een uittreksel van rekening.

De Commissie kan zich niet vereenigen met deze gelijkstelling, zij kan het uittreksel van rekening niet beschouwen als de « waarschuwing » geschikt om den schuldenaar te verwittigen. Volgens artikel 4 van het ontwerp, zou het uittreksel samenvallen met de aflevering of de levering : dit ware eene toepassing van het afgewezen beginsel volgens hetwelk de interest van rechtswege loopt, zonder opeisching van de schuld, zonder doelmatige en zekere uiting van den wil om den prijs dadelijk te ontvangen.

Op welke redenen schijnt men te hebben gesteund om die formule voor te stellen ?

De ondertekenaars van een voorontwerp, aan den Raad van Wetgeving onderworpen, wilden de leveranciers verplichten « een ontvangboekje te houden en aan den schuldenaar te doen aanbieden ; door dit boekje zou men, beter dan door het inzenden van eene factuur vanwege den leverancier, wat steeds een eenzijdig feit is, elke betwisting over den vervaldag vermijden ». Volgens het ingediende model, zou dit boekje moeten bevatten een strookje dat bij de levering of de leverantie wordt geknipt en aan den schuldenaar afgegeven, alsmede eene kolom waarin het afgeven van dit strookje zou blijken uit de handteekening van den schuldenaar of van zijn aangestelde.

Het voorstel voegde daarbij : « De wet moet het houden van dat ontvangboekje verplichtend maken, opdat niet een leverancier, bij het aanbieden ervan, zich in een dubbelzinnigen toestand kunne bevinden tegenover zijnen klant, en, insgelijks, opdat niet een leverancier, door dat ontvangboekje niet te houden, voor zich een bevoorrecht toestand in 't leven zou kunnen roepen tegenover hen, die deze formaliteit niet zou bevredigen. »

Voorzeker was het voorstel belangwekkend en van aard om de inning der schuldvorderingen te vergemakkelijken, alsook om aan den kleinhandelaar, tegelijk met eene schuldbekentenis, een kredietstiel te leveren.

Doch de Raad verklaarde zich tegen het stelsel van het verplicht ontvangboekje. In den loop zijner debatten, heeft hij erkend dat, « zoo het stelsel

van ontvangboekjes voor leveranties bij sommige handelsbedrijven bestaat, zoo het voor enkele andere kan worden aangenomen, het bij nog andere niet bestaat... dat het gevaarlijk ware aan al de firmas, namelijk aan diegene welke niet gewoon zijn facturen onder gesloten omslag aan hunne klanten te sturen, de verplichting op te leggen hun, op het oogenblik der levering, een ontvangboekje ter onderteekening aan te bieden, 't welk aan de dienstboden zal doen kennen niet alleen al de geleverde waren, maar nog de voorwaarden onder welke zij worden geleverd, aan de handelaars het middel zal verstrekken om de klanten hunner concurrenten te kennen, daargelaten al de misbruiken waartoe dat ontvangboekje aanleiding kan geven door het feit van de toelating der handteekening van de aangestelden, waarbij de levering wordt erkend. »

Zijn er dus voldoende redenen om, enkel ten einde het tot stand brengen van het leveringsboekje als « aan te moedigen praktijk » te bevorderen, de gevolgen te laten bestaan welke het ontwerp toekent, zelfs niet meer aan een regelmatig gehouden boekje en aan het afgeven van een strookje, — of van een los blad — maar zelfs aan eene eenvoudige, op dat boekje ingeschreven opgave ?

Een staat van levering of van geleverde benooidigheden brengt niet noodzakelijk mede, dat hij, die deze leveringen ontving en daarvan ontvangbewijs gaf op een boekje of een bladje, het eens is over den prijs en de voorwaarden van den koop. In den Raad van Wetgeving werd uiteengezet om welke redenen het dikwijls onmogelijk zou zijn die staten af te geven, wanneer daarin zou vermeld zijn de prijs, de eenige aanwijzing die in acht moet genomen worden in deze zaak.

Daarenboven zal zelfs de schuldenaar vaak geen kennis hebben van de opgave, vermits de leverancier dit boekje of bladje voor zich zal houden : er zal daarvan geen dubbel bestaan en een aangestelde of dienaar kan het hebben afgeteekend, terwijl de schuldenaar afwezig was.

De Commissie is van gevoelen, dat men alleen de afgifte van de factuur of van het uittreksel van rekening kan aanzien als eene « opreisching ».

*
* * *

De afgifte van de factuur of van het uittreksel van rekening zal dus eene bijzonder nuttige uitwerking hebben. De leverancier zal, zoo hij wil, interest doen opbrengen door zijne schuldvordering mits hij eene zeer gemakkelijke formaliteit vervult; hij kan eene straf opleggen aan de nalatige schuldenaars.

Het is te wenschen, dat het dadelijk inzenden van de factuur steeds meer ingang vindt onder de handelaars en het gewoon gebruik wordt. Zóó zullen de koopers dit noch als eene onnoodige kwelling, noch als een blijk van wantrouwen beschouwen. Komt het in de gedachte van wien ook, zich te verzetten tegen de handelwijze van de groote magazijnen, van de warenhuizen, de bazaars, welke slechts tegen gereed geld verkoopen en waarvan de bloei grootendeels daaruit voortspruit?

Door het geregeld inzenden van de facturen wordt het getal geschillen betreffende den prijs en den vervalldag geringer. Zóó zal men eene bank-

verrichting, die levendig wordt verlangd door den kleinhandel, tot stand kunnen brengen en verwezenlijken hetgeen onontbeerlijk schijnt om het door hem gevraagde krediet te vergemakkelijken : het disconteerden van de facturen.

De kredietinstellingen zullen de facturen kunnen beschouwen als zijnde waarden tot waarborg van voorschotten. In sommige steden hebben de handelaars reeds verkregen van de banken dat deze het bedrag der facturen innen en voorschotten verleenen op de staten van afgifte. Deze handelwijze heeft de beste uitslagen opgeleverd, inzonderheid wat betreft de regelmatigheid der betalingen : schuldenaars hebben aan derden geen uitstel gevraagd, zooals zij aan den verkooper zelf zouden hebben gevraagd, uitstel welk de verkooper hun ongetwijfeld niet zou hebben kunnen weigeren.

Terecht mag men meenen dat het bepaalde in het gewijzigd artikel 2, zoo het werd aangevuld door eene nieuwe bepaling tot aanvulling van artikel 509 van het Strafwetboek en krachtens welke zouden worden gestraft zij die facturen van koopwaren, welke zij weten niet invorderbaar te zijn, ter invordering mochten aanbieden, zou geschikt zijn om het bij het Parlement aanhangige vraagstuk grootelijks te vergemakkelijken, inzonderheid door het voorstel van de heeren Dallemagne e, s.

*
* . *
*

Doch is het niet te vreezen, dat deze hervorming niet onmiddellijk tot handelsgebruiken zal behooren?

Zal, anderzijds, de wet niet zeer vaak vruchteloos blijken, wanneer de handelaar — die beschikt over alle rechtsmiddelen om 't bewijs van de verzending der rekening in te brengen — het bewijs door getuigen zal moeten leveren, bij gebreke van den aangeteekenden brief, dien hij een nog te brutaal middel zal hebben geacht.

De Commissie heeft gedacht dat men, na sommige termijnen, de schuld als interestophrengend kon beschouwen, zonder in mora stelling en, bijgevolg, zonder bewijslevering van de verzending der rekening. Zooals men ziet, ruimt de door haar voorgestelde wijziging uit den weg al de moeilijkheden welke kunnen voortspruiten uit de verplichting tot bewijslevering van de verzending der verkoopsrekening.

Dit stelsel is enkel eene nieuwe toepassing van wat aangenomen werd ten bate der knechten en dienstboden.

Het uitgangspunt der interesten zal voortspruiten uit het feit der levering : men gelieve op te merken dat de Raad van wetgeving werkelijk het feit van de levering aannam als eene in mora stelling tot betaling van den prijs, vermits hij bepaalde dat de interesten verschuldigd waren te rekenen van het oogenblik dier levering.

Daarom stelt de Commissie voor dat — in ieder geval — de schuldvorderingen, in artikel 2 bedoeld, *van rechtswege* interest zullen opbrengen op het einde der tweede maand die zal volgen op het einde van het burgerlijk jaar binnen hetwelk de levering werd gedaan.

Dus zal de verzending der rekening het voordeel opleveren, dat de interesten zullen beginnen te loopen zestig dagen na de levering. Dit zal eene

premie zijn voor de vaardige handelaars. In geen enkel geval kan eene schuldvordering, na de veertiende maand van af de levering, blijven bestaan zonder interest op te brengen.

Niet meer dan noodig is, behoeft men te ontstellen bij de gedachte dat een gevaarlijke toestand voor den schuldenaar zou tot stand worden gebracht door van rechtswege verschuldigde interesten, omdat de interesten van hem worden opgeëischt bij niet voorafgaande opzending van eene factuur? Doch die interesten zullen dan alleen worden gevorderd, wanneer een betrekkelijk lange tijd sedert de levering is verlopen, en het zou wel onwaarschijnlijk zijn dat de verkooper er zou aan denken, deze te eischen zonder ooit eene poging tot invordering te hebben aangewend. Anderzijds, geldt het niet als beginsel dat de betaling — tenzij het tegendeel werd bedongen — dadelijk invorderbaar geacht wordt? De koper kent de schuld, trekt voordeel uit den prijs. Is hij niet eenigerwijs in gebreke, indien hij er niet aan denkt zijne schuld te betalen?

* * *

De Commissie was van gevoelen dat men den termijn van negentig dagen kon verminderen tot twee maanden en dat, wat betreft den tekst, die termijn beter zou uitgedrukt zijn door het woord « maanden ». Hij moet worden berekend niet per dagen, maar van dag tot dag, per kalendermaand, geenszins per dertig dagen.

* * *

Tot staving van zijn voorstel om den huidigen termijn der verjaring, bepaald in de artikelen 2271 en 2272, te handhaven, heeft de Raad van Wetgeving aangevoerd, dat het noodig is het stoffelijk belang van den kleinhandelaar om spoedig betaald te worden te verzekeren door zijn juridisch belang.

Hij verwierp het beginsel van 't welk het voorstel des heeren Hendrickx uitgaat (1) : « De schuldeischer, die niet bedreigd is door de verjaring, zegt hij tot rechtvaardiging van die verwerping, treedt niet zoo spoedig handelend op. » De kleinhandelaar behoeft door de nakende verjaring te worden aangedreven om spoedig te eischen wat hem verschuldigd is.

Zonder de gewichtigheid dier beschouwing te loochenen, dient te worden opgemerkt dat zij niet zoo gewichtig meer is, indien men, — om den schuldeischer aan te zetten tot handelen — de vrees zijne schuldvordering in gevaar te zien door verjaring, in de plaats stelt van het voordeel dat moet voortspruiten uit eene spoedige opeischung door het toekennen van de wettelijke interesten. De achtbare heer du Bus de Warnasse en, na dezen, de achtbare heeren Masson c. s. hadden het wel begrepen, wanneer zij hunne voorstellen betreffende de verschuldigde interesten indienden, aldus het bezwaarlijk gevolg van het voorstel Henderickx te keer gaande.

Deze pœnaliteit is niet gerechtvaardigd ten aanzien van hen die eene factuur hebben gezonden, die hun wil te kennen gaven om betaling te eischen, die bewijs van vaardigheid hebben gegeven.

(1) Verslag der Commissie in 1912.

De schuldenaar is gewaarschuwd. Het niet waarschuwen was een der redenen waarom de verjaring werd aangenomen. Deze reden vervalt.

Naar luid van de voorgestelde bepalingen, zullen de schuldvorderingen die de kooplieden en de ambachtlieden hebben ter oorzake van waren verkocht aan of van werken uitgevoerd voor niet handeldrijvende burgers, interest opbrengen mits overhandiging van eene factuur: deze zal de waarde hebben, welke vroeger was toegekend aan eene rechtsvordering. Zij zou nochtans niet tot gevolg hebben, de verjaring te stuiten. Heeft de schuldenaar de schuld niet schriftelijk erkend, dan bestaat er geene afsluiting van rekening in den zin van artikel 2274 van het Burgerlijk Wetboek. (Cassatie, Frankrijk, 7 Mei 1906. *P. fr.*, 1906, I, §15 en nota.)

De onderteekenaars van het voorstel betreffende het verplicht boekje bekenden, overigens, dat de handteekening van den schuldenaar of van zijn gevolmachtigde op het boekje van den staat der leveringen het aldus onderteekend stuk moest doen gelden als eene cedel welke, krachtens artikel 2274 van het Burgerlijk Wetboek, stuit de verjaring na verloop van een jaar en deze vervangt door de verjaring na verloop van dertig jaar.

En de tegenstrijdigheid springt hier in 't oog: eene factuur, ingezonden minder dan drie maanden vóór het einde van het jaar der levering, zou tot gevolg hebben dat interesten invorderbaar zouden zijn op het oogenblik dat de schuldenaar de verjaring zou kunnen inroepen.

Doet het inzenden van eene factuur de interesten loopen — iets waartoe vroeger eene rechtsvordering noodig was (B. Wb., 1155) — dan schijnt het dat gezegd inzenden dit ander gevolg moet hebben, evenals vroeger de rechtsvordering, namelijk de verjaring te stuiten (B. Wb., 2274).

Doch hier ook zou de leverancier zich tegenover dezelfde bezwaren voor het bewijs bevinden. Van een anderen kant, hebben wij, op die beschouwing steunende, voorgesteld dat de schuldvorderingen van rechtswege interest zullen opleveren twee maanden na verloop van het jaar der levering. Om logisch te handelen, moeten wij een langeren termijn voor de verjaring stellen, het zij bewezen dat de factuur al of niet is gezonden. Anders zou men de verjaring kunnen inroepen vóór den datum waarop de voorgestelde bepaling zou kunnen van kracht worden.

Het scheen gepast hier den tekst in te voegen, voorgesteld door de Middenaafdeeling, die het voorstel der heeren Henderickx en medeleden onderzocht; — ten overige verwijst de Commissie naar de redenen, welke het verslag van 15 Maart 1907 deed gelden.

II.

WIJZIGING IN ARTIKEL 1155 VAN HET BURGERLIJK WETBOEK.

Het tweede gedeelte van het wetsvoorstel heeft ten doel eene wijziging van burgerlijk recht in artikel 1155 van het Burgerlijk Wetboek.

De heeren Janson, Mechelynck en Lemonnier waren de eersten om die wijziging voor te stellen.

Opdat er interesten verschuldigd zijn wegens vertraagde betaling, wordt

de dagvaarding in rechten vervangen door de beteekende aanmaning.

Voor de gevallen van vastgestelde bedrieglijke handeling, wordt de afwijking, door artikel 1155 van het Burgerlijk Wetboek gebracht in het gemeene recht, afgeschaft en de schadevergoeding is beperkt tot het bedrag der wettelijke interesten.

De bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel der heeren Janson e. s., had reeds een gunstig advies over die wijziging uitgebracht. Door het verslag van den achtbaren heer Mabilie wordt gezegd de wijziging op duidelijke en afdoende wijze gewettigd.

Wat de eerste wijziging betreft — *vervanging van de dagvaarding in rechten door de beteekende aanmaning* — herhaalt de Commissie wat het verslag van den achtbaren heer Mabilie in 1912 zegde :

» Uwe Commissie is van oordeel dat deze wijziging dient te worden aangenomen. De afwijking van het gemeene recht, door artikel 1155 in deze gehuldigd, kan niet ernstig worden gewettigd. Er is gezegd, dat de eisch in rechten krachtiger blijk geeft van den wil des schuldeischers om strenge en stipte nakoming van de verbintenis te eischen. Doch blijkt deze wil niet genoeg uit eene aanmaning, 't is te zeggen uit de akte van een ministerieel ambtenaar? En waarom zou men den schuldeischer, wien dit wellicht kan afschrikken, dwingen tot het instellen van een rechtsgeding?

» Waarom, overigens, zou men zich strenger toonen voor het nakomen van verbintenissen, waar er sprake is van geldsommen, dan waar het elke andere verbintenis betreft?

» De vervaardigers van het Burgerlijk Wetboek hebben, ten andere, de kracht van het door hen vastgestelde beginsel ontzenuwd door de talrijke uitzonderingen welke zij er aan toebachten. In sommige gevallen volstaat eenvoudige aanmaning, opdat de interesten wegens vertraagde betaling zouden aanvangen (art. 474, 2^e lid; 1652, 4^e lid, 1); in andere gevallen, loopen deze interesten van rechtswege, zelfs zonder dat eene aanmaning wordt vereischt (art. 455, 456, 474, 2^e lid; 856, 1440, 1548, 1473, 1570, 1652, 5^e lid; 1846, 1896, 2001). »

Wat de tweede wijziging betreft — *toekenning van schade en interesten boven de wettelijke interesten* :

De nieuwe bepaling stelt voor, den rechter te machtigen om in aanmerking te nemen het berekend verzet van den schuldenaar bij het uitvoeren van de overeenkomst en waaruit zijne kwade trouw blijkt : Het gewijzigd artikel 1155 van het Burgerlijk Wetboek zou aldus in verband staan met het bepaalde in artikel 1151. Zooals bovengemeld verslag het deed uitschijnen, zal die bepaling « eene wenschelijke voldoening geven aan schuldeischers voor soms aanzienlijke sommen, die rekenden op stipte nakoming van de jegens hen aangegane verbintenissen, en die, door de handelwijs van een met slechte bedoelingen bezielde schuldenaar, eene schade lijden, zijnde « een rechtstreeksch en onmiddellijk gevolg van het niet-nakomen van de verbintenis ».

Het wetsontwerp bevestigt het in 't verslag van den achtbaren heer Mabilie aangeprezen onderscheid tusschen de schade voortspuitende uit de

bedrieglijke handeling en die voortvloeiende uit enkele onachtzaamheid.

Vergelijkt men beide teksten, dan moet de voorkeur worden gegeven aan den thans voorgestelden tekst.

Hij wijzigt het eerste lid van artikel 1153 door aan de daarbij gehuldigde bepaling te onttrekken, niet alleen de verbintenissen, beheerscht door de bijzondere regelen die gelden voor den handel en voor de borgstelling, maar al « de door de wet gestelde uitzonderingen ».

De tekst is tevens eenvoudiger en algemeener : « Het spreekt vanzelf dat bijzondere bepalingen afwijken van algemeene regelen. Anderzijds, zijn er bijzondere regelen, niet alleen voor de handelszaken en de borgstelling, maar ook voor de vennootschappen » (B. W., art. 1846). Verder, het laatste lid van artikel 6 : « Is er bedrog van de zijde des schuldenaars, dan kunnen de schade en interesten de wettelijke interesten te boven gaan », drukt in kortere woorden deze bepaling uit : « indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten niet toereikend is om de door het uitstellen van betalen veroorzaakte schade te vergoeden, kunnen de rechters, ingeval van bedrog van de zijde des schuldenaars, eene hoogere som als schadeloosstelling toekennen ».

De interesten wegens vertraagde betaling zullen steeds verschuldigd blijven, zonder dat de schuldeischer het bewijs van eenige schade moet leveren. Doch, indien de schuldeischer het bewijs levert van de oneerlijke handeling en van eene aanzienlijker schade voortvloeiende uit het oneerlijk uitstellen der betaling, dan kan hij bovendien schade en interesten bekomen, te bepalen overeenkomstig de artikelen 1150 en 1151 van het Burgerlijk Wetboek.

De schuldeischer zal moeten bewijzen dat de schuldenaar in gebreke blijft te betalen, niet omdat hij niet kan betalen, maar omdat hij niet wil betalen.

*
* *

De Commissie dringt aan, opdat het aldus gewijzigd ontwerp spoedig in behandeling worde genomen door het Parlement.

De Verslaggever,
WAUWERMANS.

De Voorzitter,
LÉON MABILLE.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Portent intérêt de plein droit à partir du huitième jour qui suit celui de l'exigibilité, les salaires des domestiques et des ouvriers nourris et logés chez leurs patrons.

ART. 2.

Portent intérêt de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de la remise d'une facture ou d'un relevé de livraison ou de fournitures, les créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands.

Si la vente ou la fourniture sont faites sous condition ou si un terme de paiement a été expressément stipulé, les intérêts courent de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de l'accomplissement de la condition ou l'échéance du terme.

ART. 3.

Toute renonciation anticipée aux intérêts fixés par les articles précédents est nulle.

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van den achtsten dag na dien waarop het invorderbaar is, brengt het loon der dienstboden en der arbeiders, die in den kost zijn en inwonen bij hunne werkgevers, van rechtswege interest op.

ART. 2.

Met ingang van den negentigsten dag na dien der afgifte van eene rekening of van een staat van levering of van geleverde benodigdheden, brengen van rechtswege interest op de schuldvorderingen der kooplieden en ambachtslieden ter oorzaak van waren verkocht aan of van werken uitgevoerd voor bijzonderen, die geene kooplieden zijn.

Indien de verkoop of de levering onder voorwaarde geschiedt of wanneer een betaaltermijn uitdrukkelijk werd bepaald, loopt de interest van rechtswege met ingang van den negentigsten dag na dien waarop de voorwaarde vervuld of de betaaltermijn vervallen was.

ART. 3.

Elke voorafbedongen afstand van de bij de voorgaande artikelen bepaalde interesten is nietig.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

ART. 2.

Portent intérêt à l'expiration du deuxième mois à compter du jour de la remise d'une facture ou d'un relevé de compte, les créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands.

Bij het eindigen der tweede maand, te rekenen van den dag der afgifte van eene verkoopsrekening of van een uittreksel van rekening, brengen de schuldvorderingen, die de kooplieden en ambachtslieden hebben ter oorzake van waren verkocht aan of van werken uitgevoerd voor bijzonderen, die geen kooplieden zijn, van rechtswege interest op.

En tous cas, ces créances porteront intérêt de plein droit à la fin du deuxième mois qui suivra l'expiration du deuxième mois de l'année civile dans le cours de laquelle les marchandises ont été vendues ou les travaux fournis.

In elk geval, brengen die schuldvorderingen van rechtswege interest op bij het einde van de tweede maand volgende op de tweede maand van het burgerlijk jaar binnen hetwelk de koopwaren werden verkocht of de werken uitgevoerd.

Toutefois si un terme de paiement a été expressement stipulé, les intérêts ne pourront courir qu'à partir de l'échéance du terme.

Werd echter een betaaltermijn uitdrukkelijk bepaald, dan mag de interest slechts loopen te rekenen van het vervallen van den betaaltermijn.

ART. 3.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste, et la date de la remise du relevé de la livraison ou de fourniture par la mention qui en est faite sur un carnet ou sur une cédule, en regard de la signature ou du paraphe du débiteur ou de son préposé.

ART. 5.

L'article 1153 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« *Article 1153.* — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans les intérêts légaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans

Wetsontwerp.

ART. 4.

Onverminderd de andere middelen van bewijs die de wet toelaat, wordt de dag van afgifte der rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief, en de dag van afgifte van den staat van levering of van geleverde benodigdheden door de vermelding daarvan op een boekje of op eene cedel, nevens het handteeken of de naamletters van den schuldenaar of van dezès aangestelde.

ART. 5.

Artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

« *Artikel 1153.* — In de verbintenissen, welke zich bepalen tot betaling van eene zekere som, bestaan de schade en interesten, uit de vertraging van uitvoering voortvloeiende, nooit in iets anders dan de wettelijke interesten, behoudens de uitzonderingen bij de wet gesteld.

Deze schade en interesten zijn verschuldigd zonder dat de schuldeischer is gehouden te bewijzen dat hij eenig verlies heeft geleden.

Ze zijn verschuldigd te rekenen van den dag der aanmaning om te

Texte proposé par la Commission.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture ou du relevé de compte s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste.

ART. 5 (nouveau).

L'action en payement des créances reprises à l'article 2, se prescrit par un an à dater de l'expiration de l'année civile dans le cours de laquelle la fourniture a eu lieu.

ART. 6.

(Texte comme ci-contre à l'article 5).

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Onverminderd de andere middelen van bewijs, die de wet toelaat, wordt de datum der afgifte van de verkoopsrekening of van het uittreksel van rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief.

ART. 5 (nieuw).

De eisch tot betaling van deschuldvorderingen, bedoeld in artikel 2, verjaart door verloop van een jaar te rekenen van het burgerlijk jaar binnen hetwelk de levering is geschied.

ART. 6.

(Tekst zooals hiernevens in artikel 6).

Projet de loi.

le cas où la loi les fait courir de plein droit.

S'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux.

ART. 6.

Le mot « sommation » est substitué au mot « demande » dans les articles 1154 et 1155 du Code civil et aux mots « demande en justice » dans l'article 1904 du même Code.

Wetsontwerp.

betalen, behalve in het geval dat de wet ze van rechtswege doet loopen.

Is er bedrog van de zijde des schuldenaars, dan kunnen de schade en interesten de wettelijke interesten te boven gaan.

ART. 6.

Het woord « aanmaning » wordt gesteld in de plaats van het woord « eisch » in de artikelen 1154 en 1155 van het Burgerlijk Wetboek en van het woord « rechtsvordering » in artikel 1904 van hetzelfde Wetboek.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 7.

(Texte comme ci-contre à l'article 6).

ART. 7.

(Tekst zoals hiernévens, in artikel 6).